



HAL
open science

L'enjeu démocratique de l'intelligence territoriale : Approche d'une écologie de la communication

Nicolas Oliveri

► **To cite this version:**

Nicolas Oliveri. L'enjeu démocratique de l'intelligence territoriale : Approche d'une écologie de la communication. 9th International conference of territorial intelligence, ENTI, Nov 2010, Strasbourg, France. 8 p. halshs-00772612

HAL Id: halshs-00772612

<https://shs.hal.science/halshs-00772612>

Submitted on 10 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ENJEU DEMOCRATIQUE DE L'INTELLIGENCE TERRITORIALE : APPROCHE D'UNE ECOLOGIE DE LA COMMUNICATION

Nicolas OLIVERI

Chercheur associé au LCP
Laboratoire Communication et Politique
IDRAC

Cette proposition de communication s'inscrit dans le cadre du thème A, et concernera donc plus spécifiquement une série de réflexions théoriques, visant à comprendre l'articulation complexe entre l'intelligence territoriale à visée écologique et les enjeux communicationnels, politiques et démocratiques, liées au développement d'une utopie « économique et solidaire ».

Communication et solidarité

La thématique centrale du groupe de recherche *Communication et Solidarité* est la recomposition des liens sociaux dans des sociétés démocratiques pluriculturelles, dites « de communication ». Une ouvrage collectif intitulé *Vivre ensemble aujourd'hui. Le lien social dans les démocraties pluriculturelles* vient de sortir aux éditions L'Harmattan, et développe les problématiques développées ici-même.

L'appellation « société de communication » pousse à distinguer ce qui, dans les rapports entre communication et démocratie, relève d'une part, de la nouveauté, et d'autre part, de ce qui s'inscrit dans la continuité historique. Or, fondamentalement, la communication et la démocratie restent des processus symboliques cherchant à nouer des liens égalitaires entre altérités irréductibles. Cette finalité commune ne signifie pas identité des processus : la communication noue le lien social en recherchant une compréhension mutuelle toujours hasardeuse ; la démocratie fonde une communauté politique par l'établissement d'une norme juridique légitime et pourtant toujours contestée. À une époque où les deux modèles démocratiques de la gestion de la diversité culturelle (le multiculturalisme anglo-saxon et le modèle républicain français) sont fortement critiqués, il convient, par un travail empirique et théorique ouvert sur différentes aires culturelles (Europe, États-Unis, Amérique du Sud, etc.),

d'étudier les évolutions contradictoires du lien social pluriculturel. Les axes de recherche développés par le groupe *Communication et Solidarité*, peuvent alors nous permettre de mieux comprendre comment l'innovation écologique repose essentiellement sur une meilleure compréhension du cadre sociétal et politique dans lequel elle émerge.

Intelligence territoriale, écologie et démocratie

La dimension communicationnelle de l'intelligence territoriale et de ses avatars, ici l'innovation écologique, nécessite, semble-t-il, une analyse ou une remise en cause, devrait-on dire, du concept de démocratie. Ce dernier, particulièrement fluctuant suivant les époques et les auteurs, témoigne de toute l'ambivalence des problématiques qui s'y incarnent. La démocratie, le discours politique et l'espace public doivent dès lors être discutés, critiqués. Le projet global d'une « intelligence territoriale de l'innovation écologique », semble être d'emblée, confronté à des dysfonctionnements communicationnels, qui affectent simultanément la portée et la lisibilité de son message, remettant ainsi en cause sa légitimité.

Parvenir à cadrer théoriquement le concept de démocratie, permettrait sans doute une meilleure adéquation des outils communicationnels et politiques, mis en place dans la diffusion des valeurs de l'intelligence territoriale, et notamment, sa dimension écologique. Ainsi, en nous appuyant sur l'étude de toute une série d'actions concrètes et/ou militantes (associatives, collectives, humanitaires, etc.), il apparaît envisageable d'affiner une vision de l'innovation écologique, dans le cadre d'une démarche qui relèverait de l'économie sociale et solidaire. Pour cela, sous un angle à nouveau théorique, nous proposons aujourd'hui un travail de mise en perspective du concept de démocratie, dont l'objectif serait une visualisation des défis communicationnels à relever par les acteurs de l'intelligence territoriale, plus spécifiquement, en termes d'innovation écologique et de développement durable.

Enfin, cette communication proposera également un éclairage du caractère « utopique » du projet de l'intelligence territoriale au sens large, en démontrant empiriquement (toujours à partir d'initiatives concrètes), comment l'utopie prend forme au sein des représentations sociales, dès lors qu'il s'agit de penser un nouveau modèle de société. Pourtant, encore aujourd'hui et plus que jamais, sa présence et son action permettront certainement d'amorcer les changements sociétaux à venir.

Trois termes récurrents dans notre analyse, semblent devoir préalablement être discutés, afin d'en affiner les contours épistémologiques. Le premier est celui de communication. Bien entendu, la communication ne saurait être réduite à sa simple assertion de « transmission d'information ». Tel que nous souhaitons l'envisager ici, la communication doit être comprise comme un processus symbolique fort et multiformes, qui regroupe l'ensemble des moyens et supports nécessaires à sa diffusion. C'est précisément cette multiplicité des formes de communication qui rend son analyse aussi complexe. Sa nature est double, pourrait-on dire. D'une part, elle semble s'ancrer sur des valeurs comme le partage, le don, ou la réciprocité des échanges (nous pouvons parler ici de communication normative). D'autre part, la communication doit également être envisagée comme le lieu même de sa diffusion, de sa transmission, et où la relation occupe alors une place centrale (à l'instar de Dominique Wolton dans *Penser la communication*, 1997, on parlera ici plus volontiers de communication fonctionnelle).

La communication révèle alors sa nature antagoniste, faite de valeurs a priori disparates (altruiste d'un côté, égocentrique de l'autre), mais qui s'entrecroisent et fonctionnent simultanément. Éric Dacheux illustre cette ambivalence à travers un exemple, dans l'ouvrage qu'il a dirigé en 2007 et intitulé *Communiquer l'utopie. Économie solidaire et démocratie*. « Une publicité télévisée pour le port de la ceinture de sécurité peut s'analyser aussi bien comme étant une communication persuasive de prévention dans l'intérêt général (dimension fonctionnelle, registre altruiste), qu'une communication rationnelle demandant à l'individu de protéger sa vie (dimension fonctionnelle, registre égocentrique cette fois), qu'un rappel d'un certain nombre de normes régissant la vie sociale qui s'appuient sur le talent des personnes ayant réalisé le spot (dimension relationnelle, registre égocentrique), etc. ». Pour ces raisons, la communication, à la fois objet de construction et de déconstruction de la relation, doit être l'objet d'une attention toute particulière. Délivré un message politique, économique, sociétal, ou portant sur l'innovation sociale et écologique, comme c'est le cas aujourd'hui, repose avant tout sur une gestion particulièrement instable de processus de communication fluctuants et ambivalents, d'où notre volonté ici, d'insister avec force sur la nécessité de sa prise en compte lors de la mise en place de projets à venir.

Le second terme qui sera analysé ici est celui d'utopie. Effectivement, cette communication recouvre sans aucun doute cette notion. Ainsi, derrière une certaine légèreté, naïveté diront certains, l'utopie souhaite un monde meilleur, ni plus ni moins, fondé sur un nouveau modèle

de société. Je pense d'ailleurs que ce type de colloque est le lieu idéal pour évoquer l'utopie. Effectivement, l'innovation écologique et sociale n'est-elle pas aussi partiellement une utopie à l'heure où nous en parlons ? Dégagée de sa connotation première dite « onirique », l'utopie s'inscrit aussi et surtout dans le réel, puisqu'elle invite tout à chacun le droit d'en discuter, d'en débattre, de la critiquer ou de la renforcer. Sa force réside essentiellement dans sa capacité de remise en cause du modèle politique dominant, des règles en vigueur. C'est principalement en ce sens, que sa légitimité et sa crédibilité se fondent. Elle devient alors un outil majeur sur lequel tous les acteurs de l'innovation (en l'occurrence écologique et sociale) devraient s'appuyer afin de poursuivre des travaux visant à l'établissement d'un monde plus juste. Ainsi, à l'instar de nombreux projets mis en chantier par l'intelligence territoriale, l'utopie se présente sous la forme d'un projet politique, qui a le mérite de remettre en cause les actions passées, les erreurs déjà commises.

De plus, l'utopie nourrit le militantisme, puisqu'elle s'inscrit essentiellement dans une approche critique de la société, souhaitant alors son amélioration. Comme pour la communication, elle demeure foncièrement ambivalente, défendant à la fois des positions par toujours viables mais également des causes qui amorceront de grands changements de société à venir. En outre, son pouvoir est contenu dans sa portée médiatique, fortement relayée et accentuée par les nouvelles technologies et les réseaux sociaux, les milieux associatifs et militants. C'est surtout la possibilité d'une alternative globale aux différents modèles actuellement proposés, qui demeure actuellement le moteur de son action. De plus, l'utopie participe au renouvellement de l'espace public, par la confrontation du monde politique avec celui de la société civile, invités à partager et échanger dans ce lieu démocratique de rencontre, selon l'analyse habermassienne.

Enfin, le troisième terme est celui d'économie solidaire. Si le développement de mon argumentation se poursuit ainsi, c'est que je souhaite une nouvelle fois insister sur la convergence, présente entre l'innovation écologique et sociale d'une part, et les problématiques soulevées par l'économie sociale et solidaire d'autre part. Selon Éric Dacheux, « l'économie solidaire est un ensemble d'entreprises économiques au statut diversifié (SA, coopératives, associations, etc.) qui produisent des biens et des services de manière démocratique dans le but de rétablir la cohésion sociale. Ces entreprises ne considèrent pas le profit comme une fin et cherche à coconstruire l'offre et la demande par l'instauration de délibération réunissant les entreprises et leurs clients, mais aussi le plus

souvent, les financiers et les pouvoirs publics. Il s'agit, dans l'idéal, d'entreprendre autrement, de gérer autrement, de vendre et de consommer autrement, tentatives qui, suivant les entreprises, sont plus ou moins avancées couronnées de succès, mais qui montrent que l'utopie portée par ces entrepreneurs ne nie pas le réel, mais s'appuie sur des pratiques économiques concrètes, différentes du capitalisme ».

Enfin, l'économie solidaire vise à redonner une visibilité au politique, au détriment du seul aspect économique, jugé ici dominant par ses adeptes. En replaçant le citoyen et le discours politique au cœur de la démocratie, il apparaît désormais possible d'offrir une alternative au monde actuel, dirigé par l'économie de marché. Il semble opportun de souligner que l'économie solidaire est une utopie en construction, au même titre que l'intelligence territoriale d'ailleurs. C'est pourquoi, cette dernière doit également s'inscrire dans une démarche, où ce sont prioritairement les citoyens, qui doivent redynamiser l'espace public et démocratique, afin de diffuser le plus efficacement possible le projet global d'un « innovation écologique et sociale ». C'est là que se situe l'enjeu du développement de l'intelligence territoriale : parvenir à modéliser un schéma communicationnel, prenant à la fois en compte, les désirs des citoyens, l'espace public, le discours politique et les aspirations utopiques d'un tel projet. Tout le monde ici aura parfaitement saisi toute la complexité de ces ambitions là. Ainsi, l'intelligence territoriale à visée écologique, semble confrontée à trois défis majeurs et permanents, tous liés à l'espace public et aux différentes définitions qu'il recouvre :

1) L'espace public en tant que lieu de médiation ; il s'agit de bien comprendre combien l'espace public se révèle être l'instance de médiation entre la société civile, l'État et le système économique. De manière générale, cet espace public là peut être envisagé le lieu du « dépôt » de la communication, où chacun peut alors s'exprimer.

2) L'espace public peut également être un espace de communication politique, où ce sont les contradictions des différents discours ayant pour sujet l'intérêt de tous, qui vont être prédominants. Par conséquent, c'est cette appartenance à un ensemble de codes symboliques communs et partagés par les différents acteurs que la confrontation peut avoir lieu. En effet, si les différents acteurs de la communication ne partagent pas cet espace symbolique, alors il n'y a pas - a priori - de communication possible dans ce type d'espace public.

3) L'espace public peut enfin recouvrir la notion d'espace de participation politique, où ce sont essentiellement les visées militantes qui vont s'y développer. C'est par cet espace que vont notamment se forger les opinions des citoyens.

Toujours selon un modèle d'analyse qui pourrait être appliqué à l'intelligence territoriale, l'économie solidaire témoigne de ses ambitions.

1) L'économie sociale et solidaire peut être une réponse à la crise politique. Devant l'uniformisation médiatique, le militantisme économique et social tend à développer ses propres canaux informationnels, afin de s'affranchir des médias traditionnels, régis par une politique marchande standardisée. L'économie sociale et solidaire accompagne et transforme les outils médiatiques traditionnels, en proposant de nouvelles manières de médiatiser ses actions. Cette médiatisation alternative est par ailleurs accentuée par le fait que les acteurs de l'économie sociale et solidaire, éprouve des difficultés à faire passer leurs message dans les médias traditionnels. L'économie sociale et solidaire trouve tout de même écho grandissant dans une certaine presse, notamment associative, militante, où l'on évoque plus largement les ONG, les mutuelles, etc. De manière plus générale, l'économie sociale et solidaire interpelle directement les élus et les citoyens, à travers l'organisation de débats, de rencontres, de réunions. Ces discours, jadis ostracisés, commencent peu à peu à se faire plus visibles dans l'espace public et proposent à la fois un discours critique à l'égard du modèle capitaliste dominant, tout en proposant une série d'initiatives alternatives. Espérons qu'il en soit de même pour l'innovation écologique et sociale.

L'économie sociale et solidaire revigore l'action politique. Ainsi, en insistant sur le caractère « de proximité » des initiatives proposées, le citoyen s'intègre en totalité dans le processus décisionnel qui régit son quotidien. La nouveauté se situe essentiellement dans le basculement de la sphère publique vers la sphère privée. Elles deviennent bien plus interdépendantes qu'auparavant, si bien que des préoccupations individuelles peuvent déboucher sur des solutions collectives, jusqu'alors non résolues par les pouvoirs publics. L'économie sociale et solidaire permet à certains individus se retrouver une forme de parole jusqu'ici « confisquée », puisque réservée à une élite. De nombreuses valeurs humaines en perte de vitesse comme l'entraide ou la coopération, émergent à nouveau et entretiennent ainsi l'espoir qu'un autre modèle économique et sociale est possible pour les membres d'une même ville, d'une même région ou pourquoi pas, d'un pays entier.

L'économie sociale et solidaire peut alors se présenter comme le « remède », pourrait-on dire, d'un espace public moribond. L'intelligence territoriale, quant à elle, se doit d'occuper dans l'avenir un rôle similaire, afin d'asseoir sa légitimité non seulement aux yeux du monde politique, mais également aux yeux des citoyens. Appliquées à nos considérations du jour, le militantisme écologique se doit également d'accompagner l'innovation écologique et sociale, afin d'en faire un projet réaliste et cohérent, capable de s'inscrire durablement dans les débats à venir.

2) L'économie sociale et solidaire peut également être envisagée comme une réponse à la crise symbolique. Elle vient bousculer l'utopie communicationnelle, héritage ancien de Macluhan et du mythe du village planétaire. Ainsi, et toujours selon la vision d'Éric Dacheux, « au nom de l'idéal d'une communication universelle, se trouve valorisées et légitimées des notions essentielles du libéralisme : autorégulation des réseaux, circulation mondiale des contenus, privatisation des médias, gain de temps, consommation individualisée de biens culturels, etc. autant de valeurs qui, imprégnant la diffusion des techniques de communication (Internet, par exemple), et de méthodes de communication (PNL, entre autres), cherchent à justifier la guerre de chacun contre tous au nom de la réalisation d'un futur village global. Ce mythe communicationnel est d'autant plus puissant qu'il possède la particularité de conjuguer idéologie libérale (liberté de circulation), déterminisme technologique (assimilation du progrès technique et du progrès social) et dimension utopique (pacifisme libertaire) ». C'est cette remise en cause de l'idéologie communicationnelle qui fait l'intérêt de l'économie sociale et solidaire, alors capable de proposer une véritable alternative économique concrète et pas seulement une autre utopie de la communication.

3) L'économie sociale et solidaire peut enfin être envisagée comme une des réponses possibles à la crise économique. En effet, les crises décrites précédemment étaient à la fois symbolique mais également politique. Si c'est bien le modèle économique qui est aujourd'hui dominant, l'économie sociale et solidaire permet alors de réintroduire, l'économie dans le social. L'idéal solidaire, en s'appuyant sur le politique, se pose en véritable alternative à l'économie de marché. En démontrant sa capacité à s'extraire d'une stricte vision marchande, l'économie sociale et solidaire peut donner les moyens de réconcilier les mondes économiques, politiques avec la société civile. Ainsi, elle se développe dans le même sens que l'intelligence territoriale, que les initiatives écologiques, que le développement durable, en réactivant la démocratie, véritable base commune de valeurs solidaires.

Un dernier point : il concerne plus spécifiquement la gestion des disparités culturelles. Nous savons que la mondialisation a permis l'interdépendance des États dans leurs échanges commerciaux, financiers et humains. Nous devons agir en gardant à l'esprit que le plus grand défis des initiatives sociales, solidaires, écologiques du futur, ne se réaliseront pas sans cette gestion de l'autre, de l'altérité culturelle. Car la mondialisation que j'évoquais tantôt, nous a autant éloigné que ce qu'elle nous rapproché. Plus je connais l'autre, et plus je prends conscience de nos différences. Les nouvelles technologies ont particulièrement accéléré ce phénomène. Informer, s'informer est toujours aussi simple, bien plus que cela ne l'a jamais été auparavant. Malheureusement, c'est communiquer qui se révèle toujours aussi complexe. Ainsi, l'enjeu même de l'innovation écologique et sociale se révèle prioritairement culturelle et communicationnelle. C'est cette gestion des cultures en présence et d'une communication viable entre elles, qui selon moi, fera toute la difficulté de la mise ne place d'actions concrètes et durables. Voilà le défi qui attend l'innovation écologique et sociale et tous les avatars de l'intelligence territoriale.

L'économie sociale et solidaire peut alors nous servir d'exemple, d'une forme de modèle pourrait-on dire, en montrant comment la convergence du citoyen, de la communication, de la démocratie et du politique, peuvent participer au projet global du développement de l'innovation écologique et sociale.